



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°2024AM14

FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES DURABLES POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT HAUTE BRETAGNE

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - GENERALITES.....	4
Article 1 - Objet du marché public.....	5
Article 2 - Description du marché public	5
2.1 - Procédure de passation	5
2.2 - Etendue – Décomposition en lots	5
2.3 - Forme du marché public et des prix	6
2.4 - Options (au sens communautaire)	7
2.5 - Sous-traitance.....	8
Article 3 - Durée du marché public.....	8
Article 4 - Pièces constitutives du marché public	8
4.1 - Référence au CCAG.....	8
4.2 - Pièces constitutives	8
Article 5 - Obligations générales du titulaire	9
5.1 - Changements affectant le titulaire	9
5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel	9
5.3 - Assurances.....	9
CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	10
Article 6 - Conditions d'exécution	10
6.1 - Commandes.....	10
6.2 - Délai d'exécution	10
6.3 - Prolongation des délais	10
6.4 - Transport et déchargement.....	11
6.5 - Livraisons	11
6.6 - Emballages.....	11
6.7 - Délai de péremption	12
6.8 - Qualité des fournitures et prestations	12
6.9 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution	12
CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION.....	12
Article 7 - Modalités de vérification	12
CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	13
Article 8 - Contenu et caractéristiques des prix.....	13
8.1 - Forme des prix	13
8.2 - Contenu des prix.....	13
8.3 - Prix de référence	13
8.4 - Variation des prix.....	13
8.5 - Offres de prix promotionnelles	14
Article 9 - Modalités de règlement des comptes.....	14
9.1 - Facturation	14
9.2 - Règlement	15
9.3 - Escompte	15
Article 10 - Titulaire étranger	15
Article 11 - Nantissement et cession de créance.....	16
Article 12 - Avance	16
Article 13 - Pénalités	16
13.4 - Pénalités pour erreur de facturation	17
Article 14 - Résiliation du marché public	17
14.1 - Motifs de résiliation.....	17

14.2 - Indemnités de résiliation.....	17
Article 15 - Exécution aux frais et risques du titulaire	17
15.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public.....	17
15.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	18
Article 16 - Litiges / Recours.....	18
Article 17 - Dérogations aux documents généraux.....	18

CHAPITRE 1 - GENERALITES

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE).**
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.**

Tous les établissements du GHT sont concernés par le présent marché public.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

Article 1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la fourniture de denrées alimentaires, pour les établissements parties du GHT Haute Bretagne, issues d'un mode de production respectueux de l'environnement et destiné à réduire les impacts environnementaux de la consommation alimentaire.

Article 2 - Description du marché public

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Cette consultation fait suite à une première procédure relative à la fourniture de denrées alimentaires durables pour les établissements du GHT HAUTE-BRETAGNE (comprenant le CHU de Rennes), publiée au BOAMP le 07/10/2023 (annonce n°: 23-138274) et au JOUE le 09/10/2023 (annonce n°2023/S194-608571).

Cette procédure a été déclarée sans suite l'ensemble des lots pour un motif d'intérêt général fondé sur la redéfinition du besoin.

Une nouvelle consultation, relative à la fourniture de denrées alimentaires durables uniquement pour le CHU de Rennes (procédure 2024AM12) a été publiée le 11/09/2024 au BOAMP (annonce n°24-102855) et au JOUE (annonce n°545799-2024). Un rectificatif à cet avis de publicité a été publié le 08/10/2024 au BOAMP (annonce n° 24-113522) et au JOUE (annonce n°605900-2024).

Dans ce cadre, le lot 5 « Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes » a été déclaré sans suite pour cause d'infructuosité en raison du fait que les deux seules offres reçues dans les délais sont irrégulières.

La présente consultation intègre la relance du lot « produits traiteur pour le CHU de Rennes » et concerne par ailleurs l'ensemble des établissements du GHT.

2.2 - Etendue – Décomposition en lots

2.2.1 - Décomposition en lots

La présente consultation est allotie et comporte 25 lots.

Numéro de lot	LIBELLE LOT
1	Fourniture de yaourt nature, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
2	Fourniture de yaourt aux fruits, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
3	Fourniture de yaourt aromatisé, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
4	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
5	Fourniture de desserts laitiers, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
6	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
7	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier De Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
8	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
9	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne

10	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, Centre Hospitalier De Vitré
11	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de La Roche aux Fées
12	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
13	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
14	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
15	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
16	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
17	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
18	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
19	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
20	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, le Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, le Centre Hospitalier De Vitré,
21	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray
22	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne et le Centre Hospitalier de Fougères
23	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
24	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
25	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes

2.2.2 - Etendue

Les prestations pouvant être commandées sont décrites dans le CCTP.

2.3 - Forme du marché public et des prix

2.3.1 - Forme du marché public

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Les montants maximum pour toute la durée du marché public sont les suivants :

Numéro de lot	<i>LIBELLE LOT</i>	<i>MONTANT MAXIMUM SUR LA DUREE TOTALE EN € HT</i>
1	Fourniture de yaourt nature, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	350 000€
2	Fourniture de yaourt aux fruits, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	150 000€
3	Fourniture de yaourt aromatisé, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	30 000€
4	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	350 000€
5	Fourniture de desserts laitiers EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	250 000€
6	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	80 000€
7	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier De Fougères et le Centre	80 000€

	Hospitalier Des Marches De Bretagne	
8	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	100 000€
9	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne	30 000€
10	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, Centre Hospitalier De Vitré	110 000€
11	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de La Roche aux Fées	20 000€
12	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	100 000€
13	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	170 000€
14	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	30 000€
15	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	120 000€
16	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	30 000€
17	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	15 000€
18	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	30 000€
19	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	35 000€
20	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, le Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, le Centre Hospitalier De Vitré	200 000€
21	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray	40 000€
22	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne et le Centre Hospitalier de Fougères	220 000€
23	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	100 000€
24	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	80 000€
25	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes	560 000€

Le marché public est mono-attributaire pour l'ensemble des lots.

2.3.2 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné.

2.4 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions.

2.5 - Sous-traitance

Sans objet.

Article 3 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale de DEUX (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit DEUX (2) fois par période successive d'UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quarante-cinq (45) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Article 4 - Pièces constitutives du marché public

4.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n°1 : liste des comptes assignataires ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : conditions logistiques
 - Annexe n°2 : protocole sécurité
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- ✓ Le dossier technique du titulaire, dont le cadre de réponse technique ;
- ✓ Le questionnaire environnemental ;
- ✓ Les échantillons.

Cet ordre de priorité prévaut, en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Le marché public s'exécute par les pièces listées ci-avant et les bons de commande.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'établissement partie de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'établissement partie ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 - Assurances

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande de l'établissement partie, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels de l'établissement partie, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 - Conditions d'exécution

6.1 - Commandes

6.1.1 - Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'établissement partie, au fur et à mesure de ses besoins. Ils sont signés par son Directeur / sa Directrice ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Ces bons adressés par un portail de commandes (Hospitalis), ou par fax, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

Seules les commandes passées par le représentant de l'établissement partie donnent lieu au paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. L'établissement partie ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'établissement partie confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.1.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et de l'établissement partie sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.1.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement partie peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

6.2 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués au CCTP et sur les bons de commande. La livraison doit être effectuée comme il est précisé à l'annexe 1 du CCTP et sur les bons de commande.

6.3 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de l'établissement partie, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, l'établissement partie peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

6.4 - Transport et déchargement

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du titulaire.

6.5 - Livraisons

6.5.1 - Conditions de livraisons

Les conditions de livraisons sont indiquées au CCTP pour chaque lot.

6.5.2 - Horaires et lieux de livraisons

Les horaires et lieux de livraisons sont indiquées à l'annexe 1 du CCTP.

6.5.3 Difficultés de livraison

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire doit en aviser au préalable et sans délai l'émetteur de la commande identifié sur le bon de commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt de l'établissement partie, éventuellement :

- en acceptant de différer la livraison ;
- en acceptant un produit de substitution proposé par le titulaire ;
- en recherchant un produit de substitution ;
- voire en annulant la commande.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article peut être retournée au titulaire à ses frais.

Toutefois, et en cas d'acceptation de la livraison, l'établissement partie se réserve le droit d'appliquer des pénalités telles que définies au présent CCAP.

En cas de retour de marchandise, pour non-conformité liée notamment à son étiquetage, à son adressage, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire.

6.6 - Emballages

La qualité des emballages doit être appropriée à la nature des produits, aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

En dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de l'établissement partie.

Les dispositions du CCTP doivent être respectées.

6.7 - Délai de péremption

Les dispositions de l'article 2.2 CCTP doivent être respectées.

6.8 - Qualité des fournitures et prestations

Les fournitures sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des charges et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture de remplacement ou de substitution mentionnée aux articles 6.5.3 et 7.2 du présent CCAP.

6.9 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution

6.9.1 - Modifications du marché public

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

6.9.2 - Evolution des produits du marché public

En cas d'évolution des produits durant la période d'exécution du marché public, le titulaire peut proposer de substituer totalement ou partiellement un nouveau produit à l'ancien, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché public initial.

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, le titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, au prix définis dans le cadre du marché public initial. En cas de désaccord, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée du marché public, le titulaire peut proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le CHU de Rennes de résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit de l'établissement partie concerné.

CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION

Article 7 - Modalités de vérification

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché et les décisions après vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part à l'établissement partie de sa volonté expresse d'y participer.

7.1 - Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande.

Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, l'établissement partie concerné met en demeure le titulaire :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison dans un délai maximum de quatre heures à compter de la notification de la non-conformité, à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

7.2 - Vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché public et les échantillons remis avec l'offre. A défaut, l'échange est exigé.

Les dispositions de l'article 2.8 du CCTP sont applicables.

Il pourra en outre être procédé à toute expertise utile. Pendant la durée du marché, il pourra être prélevé des échantillons des produits livrés pour transmission aux Services Vétérinaires afin de procéder à une analyse et un contrôle microbiologique. Les frais qui en résulteraient seraient à la charge du titulaire s'il s'avérait que les marchandises en cause étaient reconnues non conformes aux normes en vigueur ou aux conditions de l'offre.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement partie concerné prend la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet.

CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 8 - Contenu et caractéristiques des prix

8.1 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement du lot concerné.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires du lot concerné.

8.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, et à la manutention jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais afférent au transport, à des minimas de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

8.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant sur le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du lot concerné.

8.4 - Variation des prix

Révision des prix :

Les prix du marché public sont révisables à chaque date anniversaire du marché public par ajustement aux prix du marché.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le courrier doit être réceptionné **UN (1) mois** avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

Le titulaire doit joindre à sa demande de révision Le Bordereau des Prix Unitaires actualisé.

Clauses limitatives :

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 2% par an (rabais initial déduit).

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau de l'année N -1 avec les prix révisés.

8.5 - Offres de prix promotionnelles

En cours d'exécution, et à l'initiative du titulaire, les prix figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le titulaire adresse à l'établissement partie son tarif promotionnel par mail, en précisant :

- La liste des produits concernés par l'offre promotionnelle ;
- Sa durée de validité.

A l'expiration de la période de promotion, les prix du marché public initial sont à nouveau en vigueur.

Article 9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Facturation

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité de la fourniture livrée ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la fourniture livrée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée à l'établissement partie. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est :

CHU Guillaume Rognier : 1SE

CH de Brocéliande : ECO62

CH de Fougères : 3A_ALIMENTAIRE

CH de Marches de Bretagne : MAINTENANCE

CH de La Guerche : pas de code service

CH de La Roche aux Féés : pas de code service
CH de Vitré : pas de code service
CH du Grand Fougeray : pas de code service
CHI de Redon-Carentoir : DILSI.
CHU de Rennes : ACHATS

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement partie, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Il est établi une facture par bon de commande.

9.2 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11, 1° du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par l'établissement partie concerné jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 9.1 ci-dessus du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

La liste des comptables assignataires est détaillée à l'annexe 1 du présent CCAP.

9.3 - Escompte

Le titulaire peut proposer un escompte pour paiement, dans un délai inférieur au délai légal de paiement fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé. Ce délai est celui précisé par le titulaire à l'acte d'engagement du lot concerné.

Article 10 - Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHU de Rennes lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 11 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 12 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;
- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande. Son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Article 13 - Pénalités

L'application des pénalités relève de la compétence de chaque établissement partie.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes.

13.1 Pénalités de retard sur l'horaire de livraison

Pour tout retard de livraison et non-respect des horaires précisés à l'annexe 1 du CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100€, sera appliquée par tranche additionnelle de 1 heure, applicable à partir de la première heure de retard constatée par rapport à l'heure maximale de livraison.

13.2 - Pénalités pour livraison de produits non conformes au CCTP

En cas de livraison de produits ne répondant pas au besoin décrit au CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de 70€ par constat sera appliquée.

13.3 - Pénalités pour non-respect de l'identification et du conditionnement à la livraison

En cas de non-respect de l'identification et du conditionnement décrits au CCTP pour chaque lot, une pénalité d'un montant forfaitaire de **50€ par constat** sera appliquée.

13.4 - Pénalités pour erreur de facturation

En cas d'erreurs de facturation répétées, un courrier sera adressé au titulaire du marché qui sera invité à remédier à la situation sous un délai de 15 jours à réception de la lettre adressée en recommandé. A défaut, une pénalité forfaitaire de **30€** pourra être appliquée sur les factures concernées.

Article 14 - Résiliation du marché public

14.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 14.2.2 ci-dessous.

14.2 - Indemnités de résiliation

14.2.1 - Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

14.2.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Article 15 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'établissement partie peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

15.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, l'établissement partie se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuse.

15.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, l'établissement partie se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 16 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, l'établissement partie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 17 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
6.6	20.2.2	Emballages
7	27.3	Modalités de vérification
9.1	11.3.2	Facturation
13	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités
14.2.2	42	Indemnités de résiliation
15	45.1	Exécution aux frais et risques